

guerre avec le pays. Or, il prétend que ceux qui s'opposent à la réglementation des salaires ne sont pas patriotes. Il veut peut-être nous faire croire que Steinberg est patriote. Lorsque l'Inco et Falconbridge deviendront patriotes, c'est alors qu'il y aura lieu de s'inquiéter. Nous avons constaté récemment de quelle façon patriotique la Falconbridge s'était comportée dans la région de Sudbury: dès que les bénéficiaires se sont amenuisés, mille travailleurs ont été licenciés.

Il me semble que les députés qui se sont voté une augmentation salariale de 33 p. 100 ont beaucoup de culot s'ils appuient le ministre des Postes lorsqu'il prendra la parole...

**M. Paproski:** Cette hausse était répartie sur 7 ans.

**M. Rodriguez:** Les postiers demandent...

**M. Paproski:** Accepteront-ils...

**M. Rodriguez:** Monsieur l'Orateur, quand on touche une corde sensible, on s'en aperçoit vite.

**M. Paproski:** C'est un coup facile.

**M. Rodriguez:** Le député de Edmonton Centre (M. Paproski) est si sensible.

**Une voix:** Pourquoi n'êtes-vous pas sensé, vous?

**M. Rodriguez:** La Chambre a récemment adopté un bon programme de pensions. Je ne connais personne dans le monde du travail qui reçoive une pension semblable. Vous passez six ans à la Chambre et vous avez droit, lorsque vous partez, à une pension. Vous n'avez pas besoin d'avoir atteint un certain âge pour la recevoir.

**M. Darling:** Ne dites pas «vous», mais plutôt «nous».

**M. Rodriguez:** Je reviendrai après les prochaines élections, je peux vous l'assurer, Stan.

**L'Orateur suppléant (M. Turner (London-Est)):** A l'ordre. Je demande au député de s'adresser à la présidence.

**M. Rodriguez:** Monsieur l'Orateur, je m'excuse de ne pas m'adresser au fauteuil, mais si vous voulez bien rappeler à l'ordre ces gens bruyants...

**Des voix:** Bravo!

**M. Rodriguez:** L'opposition officielle a adopté une attitude des plus équivoques à l'égard de ce bill. Elle l'a d'abord appuyé en deuxième lecture, et maintenant elle bat sa coulpe et s'y oppose. Elle ne peut pas gagner sur les deux tableaux, monsieur l'Orateur, mais elle essaie quand même. Un contrôle est un contrôle qu'il dure trois ans, 18 mois ou 90 jours. C'est un système de contrôle et l'opposition est en faveur de contrôles; alors je ne vois pas pourquoi elle n'est pas d'accord avec le parti de l'autre côté.

Je le répète, le ministre des Postes est le premier exécutif des hautes œuvres du parti libéral. Dans le premier discours où il a annoncé l'ouverture des hostilités, il a dit que si les travailleurs syndiqués obtenaient des salaires décents ce serait autant d'argent en moins pour les travailleurs non syndiqués. C'est ridicule. Les salaires des syndiqués servent d'exemple pour faire augmenter les salaires des non syndiqués. On peut dire en toute honnêteté et en toute justice, d'ailleurs l'histoire le démontre, que le mouvement syndical a fait davantage pour le pays et a amélioré davantage le niveau de vie des travailleurs que n'importe quel gouvernement.

### Anti-inflation—Loi

Voici ce dont le ministre des Postes voudrait nous convaincre. Il prétend que, quand les travailleurs syndiqués demandent de meilleurs salaires et une meilleure part des richesses qu'ils ont contribué à amasser, c'est aux dépens des travailleurs non syndiqués. Le gouvernement a toujours été en retard dans le domaine de la législation du travail. Dans certaines provinces, la législation du travail est très archaïque et, ici même, le gouvernement refuse d'augmenter le salaire minimum fédéral. C'est une question qu'il étudie actuellement et on nous a promis une déclaration pour bientôt à ce sujet.

Le gouvernement a dit que ce bill mettrait fin à la psychose de l'inflation. C'est là-dessus qu'il se base. De toute évidence, il ne fera pas cesser la psychose de l'inflation, car il y a de nombreux groupes qui s'estiment lésés par la loi et ne sont pas prêts à collaborer. Chaque jour, nous voyons sur la colline un groupe différent manifester contre ce programme, qui présente tellement d'injustices flagrantes. L'époque où les Canadiens auraient accepté passivement cette mesure incongrue est désormais bien révolue. Contrairement à ce que disait le ministre des Postes, ce n'est pas faire preuve de patriotisme que de l'accepter. Je dirais plutôt aux travailleurs du pays, qu'il serait patriotique de la combattre. Mon parti ne saurait appuyer ce bill.

**M. Boulanger:** Il y a deux semaines que nous le savons.

**M. Rodriguez:** Nous avons fait campagne en 1974 contre la réglementation des prix et des salaires.

**M. Orlikow:** C'est comme ça que Prosper s'est fait réélire.

**M. Rodriguez:** Il n'a même pas réussi à s'accrocher à son poste d'Orateur adjoint. On l'a perdu dans le remaniement. Peut-être bien qu'on le perdra tout à fait aux prochaines élections!

Mon parti s'est prononcé contre cette formule misanthrope. Nous nous y sommes opposés pendant la campagne électorale. Nous ne trouvons rien à redire à une politique des revenus, mais pour un socialiste ce bill ne constitue pas une politique des revenus. Il est bien évident que le gouvernement n'a pas cherché à définir les secteurs où l'inflation sévit le plus. Pourquoi faut-il cette ingérence dans la vie des gens? Elle marque une tendance dangereuse. On donne des pouvoirs au tribunal de lutte contre l'inflation, où Jean-Luc Pepin, le sbire du parti libéral pourra faire la loi. Ainsi, avec le bill n° 100, le gouvernement ontarien lance un nouveau programme de négociation des enseignants et des conseils scolaires sur le plan de la rémunération. Ce nos jours, les gouvernements s'entendent pour intervenir dans la vie de chacun.

Monsieur l'Orateur, ce bill sape le régime de négociation collective, que nous avons mis des années à élaborer pour assurer la liberté, la justice et la démocratie au peuple canadien. Je vous dirais même que les prix des supermarchés ont réussi à déchaîner la colère d'une de mes électrices, au demeurant, une personne très calme. Elle a déclaré que les prix sont si élevés que son découragement est tel qu'elle ira au supermarché avec un fusil, se servira et abattra au besoin quiconque essaierait de l'en empêcher. Voilà à quelles extrémités mènent les programmes du gouvernement qui pousse les gens à prendre des décisions brutales.

● (1730)

**Des voix:** A l'ordre.

**L'Orateur suppléant (M. Turner (London-Est)):** A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député mais son temps de